



Robert Hogue
Économiste principal
(416) 974-6192
robert.hogue@rbc.com

David Onyett-Jeffries
Économiste
416-974-6525
david.onyett-jeffries@rbc.com

27 octobre 2009

Le point sur la situation financière du Québec à l'automne

Des déficits plus importants, mais encore gérables!

L'importante révision à la hausse du déficit de l'Ontario la semaine dernière a provoqué des ondes de choc en raison non seulement de ce qu'elle révèle au sujet de la situation financière de la plus grande province du Canada, mais aussi de ce qu'elle pourrait annoncer pour les autres provinces qui ont déposé leurs budgets au printemps. Comme le Québec allait être la deuxième province à faire le point sur sa situation économique et financière, les craintes de voir exploser le déficit de 3,9 milliards de dollars qu'il projetait dans son budget de mars pour 2009-2010 avaient considérablement augmenté.

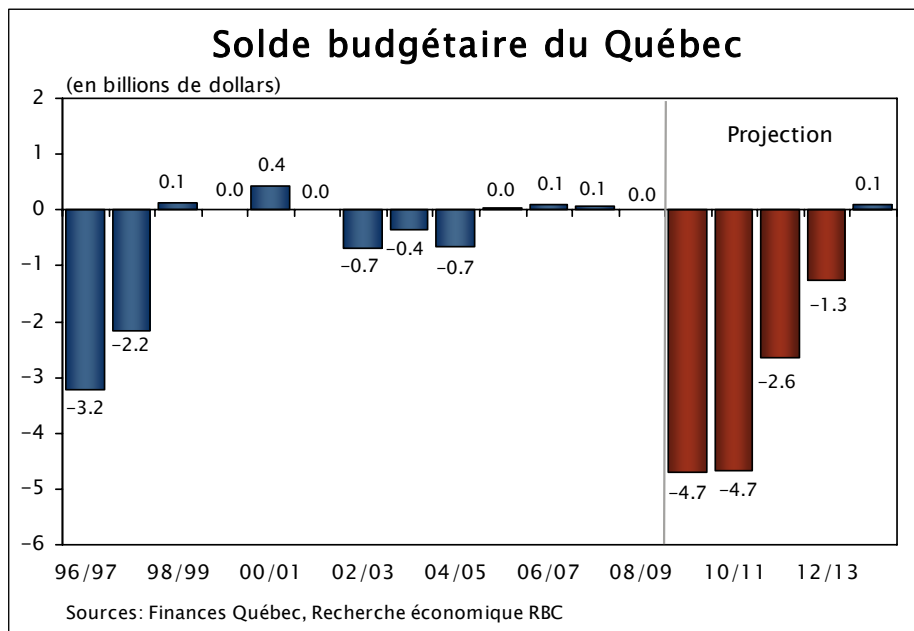
Aujourd'hui, le ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, a effectivement confirmé que la situation financière s'est détériorée, mais, globalement, pas autant qu'on l'avait craint. Le déficit pour 2009-2010 devrait maintenant atteindre 4,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 749 millions de dollars ou de 19 % par rapport au budget de mars. Le gouvernement du Québec a aussi relevé ses projections pour 2010-2011 de 3,8 milliards de dollars à 4,7 milliards de dollars, soit un bond de 24 %. Certes, ces révisions sont importantes, mais elles sont beaucoup moins spectaculaires que le gonflement de près de 80 % annoncé en Ontario – et même que le bond de 66 % du déficit fédéral depuis le dépôt du budget en janvier. L'importante aide au secteur automobile a été un facteur non négligeable de la détérioration en Ontario et au niveau fédéral, auquel le Québec a échappé.

Contrairement aux déficits prévus en Ontario, les plus élevés de tous les temps dans cette province, les déficits révisés à la hausse du Québec restent plus faibles que ceux enregistrés pendant la première moitié des années 1990. Les déficits québécois représentent 1,6 % et 1,5 % en 2009-2010 et 2010-2011, respectivement, du PIB, soit moins de la moitié des 3,4 % atteints en 1994-1995 et du record de l'époque moderne de 3,9 % en 1984-1985.

Le déficit plus important projeté pour cet exercice traduit aussi bien les révisions à la baisse des revenus que l'augmentation des dépenses prévues. Les revenus totaux (62,0 milliards de dollars) devraient selon les nouvelles projections être inférieurs de 187 millions de dollars (soit 0,3 %) aux prévisions du budget de mars (et en baisse de 1,4 % par rapport à 2008-2009). Cela s'explique par des recettes d'impôts sur le revenu des particuliers et d'impôts sur le bénéfice des sociétés inférieures de 450 millions de dollars et de 125 millions de dollars, respectivement, aux prévisions. Cependant, les recettes prévues de la taxe à la consommation de la province ont été augmentées de 100 millions de dollars par rapport au budget de mars en raison d'une activité plus vigoureuse que prévu dans le secteur immobilier résidentiel, alors que les transferts fédéraux devraient atteindre 315 millions de dollars de plus en raison des accords récents signés entre le Québec et l'État fédéral (principalement l'Entente Canada-Québec relative au Financement de base (Chantier Canada) et l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail).

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

Les dépenses totales, qui se chiffrent maintenant à 66,3 milliards de dollars, représentent une augmentation de 200 millions de dollars (soit 0,3 %) par rapport au budget de mars principalement en raison de la bonification de l'enveloppe du programme *Renfort* de la province « qui a plus de succès que prévu et qui contribue à soutenir l'économie et l'emploi ». Le programme *Renfort*, qui offre des garanties de prêt et d'autres formes de soutien aux entreprises, est un élément clé du plan de relance économique du gouvernement du Québec. Une augmentation du service de la dette de 50 millions de dollars explique le reste de la hausse des dépenses totales.



Enfin, le gouvernement du Québec a constitué une provision pour manques à gagner de 300 millions de dollars en 2009-2010, une mesure de prudence qui ne figurait pas dans le budget de mars.

Pour 2010-2011, la révision du déficit traduit de nouveau des changements des revenus et des dépenses d'une ampleur sensiblement égale. Du côté des revenus, la projection de recettes de l'impôt des particuliers a été réduite de 500 millions de dollars (croissance moins rapide de l'emploi et des salaires) et une baisse de 300 millions de dollars des bénéfices d'Hydro-Québec est maintenant prévue en raison de perspectives moins bonnes qu'anticipé des prix de vente sur les marchés d'exportation. Ces baisses ont, cependant, été partiellement contrebalancées par des révisions à la hausse des taxes à la consommation (200 millions de dollars) et des impôts sur le bénéfice des sociétés (75 millions de dollars). Dans l'ensemble, les revenus totaux pour le prochain exercice sont maintenant projetés à 432 millions de dollars (0,7 %) de moins que prévu dans le budget de mars.

D'autre part, les dépenses liées aux programmes et le service de la dette ont été révisés à la hausse de 170 millions de dollars et de 118 millions de dollars, respectivement.

Il est intéressant de noter que le gouvernement provincial n'a pas constitué de provision pour les manques à gagner ou d'autres éventualités pour 2010-2011.

Comme dans le cas de l'Ontario, cette détérioration de la situation financière du gouvernement du Québec ne découle qu'en partie d'une performance économique inférieure aux prévisions. Le ministre des Finances prévoit maintenant une croissance du PIB réel de -1,5 % en 2009 et de 1,7 % en 2010, comparativement à -1,2 % et 1,9 %, respectivement, dans le budget de mars. Ces chiffres sont à comparer aux prévisions de RBC de -1,9 % cette année et 2,2 % l'an prochain (selon nos *Perspectives provinciales* de septembre).

À long terme, le gouvernement du Québec reste déterminé à équilibrer ses comptes d'ici 2013-2014. Cependant, avec le déficit cumulatif des cinq prochaines années dont on prévoit maintenant qu'il atteindra 1,7 milliard de dollars de plus, soit 13,2 milliards de dollars, cette tâche sera encore plus colossale – particulièrement si l'on tient compte de ce que la réserve budgétaire sera épuisée à la fin de cet exercice et qu'aucune provision pour éventualités n'a été constituée après 2009-2010. Comme le gouvernement l'a dit lui-même, le retour à l'équilibre nécessitera « des choix difficiles ».

Sommaire des opérations budgétaires consolidées

(en millions de dollars)	Réels		Budget de mars		Mise à jour d'octobre	
	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2009/10	2010/11
Revenus	63,093	62,916	62,212	64,017	62,025	63,585
Dépenses	61,847	65,054	66,093	68,525	66,293	68,813
Dépenses de programmes	54,826	58,550	59,989	61,879	60,139	62,049
Service de la dette	7,021	6,504	6,104	6,646	6,154	6,764
Résultats nets des entités consolidées	404	880	355	563	155	369
Provision pour manques à gagner aux revenus					(300)	
Impact du Plan de retour à l'équilibre budgétaire				1,065		1,065
Surplus (déficit)	1,650	(1,258)	(3,526)	(2,880)	(4,413)	(3,794)
Versement des revenus dédiés au Fonds des générations	649	587	715	880	715	881
Réserve de stabilisation	(1,001)	1,845	295	-	433	-
SOLDE BUDGÉTAIRE POUR LES FINS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	0.0	0.0	(3,946)	(3,760)	(4,695)	(4,675)
En % du PIB	0.0	0.0	(1.3)	(1.2)	(1.6)	(1.5)

Sources: Finances Québec, Recherche économique RBC